



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture

Direction des libertés publiques

ARRÊTÉ

N° 2014-DLP-BUPE-249 du 11 AOUT 2014

portant approbation de la révision du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour de l'établissement de la société EPC France situé à SAINTÉ BARBE, sur le territoire des communes de SAINTÉ BARBE et VRY.

LE PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE,
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST,
PRÉFET DE LA MOSELLE,
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE,

- Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L123-1 à L123-19; L515-8 à L515-12, L515-15 à L515-25, R123-1 à R123-23, R125-9 à R125-14, R125-23 à R125-27 et R515-39 à R515-50;
- Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L126-1 et R126-1 à R126-3;
- Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment son article L302-5;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 modifié relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation;
- Vu l'arrêté préfectoral du 13 août 1964 modifié autorisant la société NITRO-BICKFORD à exploiter un dépôt d'explosifs au lieu-dit « Bois de Cheuby » sur la commune de SAINTÉ-BARBE;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-357 du 08 septembre 2005 modifié portant création du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) autour de l'établissement NITRO BICKFORD à SAINTÉ-BARBE;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2007-DEDD/IC-424 du 27 novembre 2007 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour du site de la société NITRO BICKFORD implanté sur la commune de Sainte Barbe, complété par l'arrêté préfectoral n°2008-DEDD/IC-113 du 13 mai 2008;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-136 du 18 juin 2009 prorogeant le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour du site de la société NITRO BICKFORD implanté sur le territoire de la commune de Sainte Barbe;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-173 du 10 mai 2010 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques autour des installations de la société NITRO BICKFORD à Sainte-Barbe;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2011-DLP/BUPE-479 du 19 décembre 2011 autorisant la société EPC France à exploiter en lieu et place de la société NITRO-BICKFORD les dépôts d'explosifs et de détonateurs au lieu-dit « Bois de Cheuby » à SAINTÉ-BARBE;

.../...

Vu l'arrêté préfectoral n°2012-DLP/BUPE-512 du 22 octobre 2012 prescrivant la révision du plan de prévention des risques technologiques générés par la société EPC France sur le territoire des communes de Sainte Barbe et Vry;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-DLP-BUPE-73 du 24 février 2014 portant ouverture d'une enquête publique sur le projet de révision du plan de prévention des risques technologiques (PPRt) autour des installations de la société EPC France à SAINTE BARBE

Vu l'arrêté préfectoral n°2014-DLP-BUPE-111 du 8 avril 2014 prorogeant le délai d'approbation de la révision du plan de prévention des risques technologiques (PPRt) sur le territoire des communes de SAINTE-BARBE et VRY autour du site de la société EPC France ;

Vu le rapport et l'avis favorable, sans recommandation, ni réserve, motivé émis le 28 avril 2014 par le commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête publique;

Vu le rapport du 23 juillet 2014 du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine (D.R.E.A.L.);

Vu l'arrêté préfectoral n° DCTAJ-2014-A-12 du 11 avril 2014 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Alain Carton, Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle;

Considérant que les installations exploitées par la société EPC France à SAINTE-BARBE appartiennent à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du Code de l'Environnement ;

Considérant la liste des phénomènes dangereux issus des études de dangers fournies par la société EPC France et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

Considérant que les mesures définies dans le PPRt résultent d'un processus d'analyse, d'échanges et de concertation;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture;

A R R Ê T E

Article 1er : Le plan de prévention des risques technologiques (PPRt), autour de l'établissement de la société EPC France, situé à SAINTE BARBE, est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté pour être établi sur le territoire des communes de SAINTE BARBE et VRY, à l'issue de l'enquête publique organisée du 24 mars 2014 au 23 avril 2014 en vue de sa révision.

L'arrêté préfectoral n°2010-DLP-BUPE-173 du 10 mai 2010 portant approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques autour des installations de la société NITRO-BICKFORD à SAINTE-BARBE est abrogé.

Article 2 : Le plan de prévention des risques technologiques est composé de quatre parties qui constituent les annexes au présent arrêté :

- 1- une note de présentation et ses annexes, décrivant les installations à l'origine des risques, la nature et l'intensité de ceux-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques
- 2- un document graphique fixant le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L. 515-15 et L. 515-16 du Code de l'Environnement,
- 3- un règlement comportant en tant que de besoin, pour chaque zone ou secteur :
 - les mesures d'interdictions et les prescriptions complémentaires prévues au paragraphe I. de l'article L515-16 du code de l'environnement;
 - l'instauration du droit de délaissement ou du droit de préemption, de la mise en œuvre de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
 - les mesures de protection des populations prévues au paragraphe IV. de l'article L515-16 du code de l'environnement;

.../...

- l'échéancier de mise en oeuvre des mesures prévues par le plan, conformément aux dispositions de l'article L515-18 du code de l'environnement,

4- des recommandations tendant à renforcer la protection des populations définies en application du paragraphe V. de l'article L515-16 du code de l'environnement.

Article 3 : Ce plan approuvé vaut servitude d'utilité publique, conformément à l'article L515-23 du Code de l'environnement et sera annexé aux documents de planification de l'urbanisme des communes de SAINTE BARBE et VRY dans un délai de trois mois à réception du présent arrêté;

Article 4 : Les mesures de protection des populations face aux risques encourus ainsi que les mesures de réduction de vulnérabilité prescrites par le plan de prévention des risques technologiques doivent :

- être prises en compte dès la conception des projets d'urbanisme (aménagement ou extension de constructions existantes);
- être mises en oeuvre dans les délais fixés au titre IV du règlement du plan en ce qui concerne les mesures sur les constructions existantes.

Article 5 : Une copie du présent arrêté est adressée:

- aux personnes et organismes associés désignés à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2012-DLP/BUPE-512 du 22 octobre 2012 susvisé,

Article 6 : Le présent arrêté fera également l'objet des mesures de publicité suivantes :

- Arrêté sans ses annexes :

- insertion au recueil des actes administratifs des services de l'Etat en Moselle consultable sur le site internet www.moselle.gouv.fr > publications.

- affichage, pendant deux mois, dès réception,

- par les maires de SAINTE BARBE et VRY aux lieux habituels d'information du public;

- par les présidents :

- de la communauté de communes du Haut Chemin,

- du Syndicat mixte chargé de l'élaboration et du suivi du SCOT de l'agglomération messine,

au siège de leur établissement public de coopération intercommunale respectif.

Cet affichage sera justifié par la production d'un certificat d'affichage établi par les maires et présidents concernés.

- insertion d'un avis précisant le contenu du présent arrêté dans le journal *Le Républicain Lorrain*.

- Arrêté avec ses annexes :

- publicité par voie électronique : Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine (D.R.E.A.L), en liaison avec le Directeur Départemental des Territoires de la Moselle assure la publicité par voie électronique du présent arrêté, notamment sur le portail des services de l'Etat en Moselle à l'adresse www.moselle.gouv.fr et sur le site de la DREAL à l'adresse www.lorraine.developpement-durable.gouv.fr.

- publicité des exemplaires papier : mise à disposition du public, dès réception, par :

- les maires de SAINTE BARBE et VRY

- les présidents :

- de la communauté de communes du Haut Chemin,

- du Syndicat mixte chargé de l'élaboration et du suivi du SCOT de l'agglomération messine,

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de sa publication d'un recours gracieux auprès du préfet de la Moselle ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'écologie, du développement durable des transports et du logement.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg :

- soit directement, en l'absence de recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois qui suivent l'accomplissement de la plus tardive des mesures de publicité prévue à l'article 6,

- soit à l'issue d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration ou, en l'absence de réponse de l'administration, dans les deux mois à compter de la réception dudit recours.

Article 8 : - Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle,
- le Sous-Préfet de Metz-Campagne,
- les Maires de SAINTE BARBE et VRY,
- le Président du Syndicat mixte chargé de l'élaboration et du suivi du SCOT de l'agglomération messine,
- le Président de la communauté de communes du Haut Chemin,
- le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine,
- le Directeur Départemental des Territoires de la Moselle,
- la société EPC France,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général,



Alain CARTON.

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Communes de

SAINTE BARBE et VRY

Révision du

Plan de Prévention

des Risques Technologiques

EPC France

Règlement

Vu pour être annexé à mon arrêté n° 2014-DLP-BUPE- 249

du 11 AOÛT 2014

Le Préfet,
pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général,



SOMMAIRE

TITRE I : PORTÉE DU PPRT – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	1
CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION ET OBJET DU PPRT	1
CHAPITRE II - APPLICATION ET MISE EN OEUVRE	1
TITRE II : RÈGLES RÉGISSANT LES PROJETS	3
CHAPITRE I - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE R : zones d'aléa TF+, TF, F+et F ..	3
Section 1 - Dispositions d'urbanisme régissant les projets nouveaux	3
Section 2 - Dispositions d'urbanisme régissant les projets concernant les biens et activités existants	3
CHAPITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE r1: zone d'aléa M et M+	3
Section 1 - Dispositions d'urbanisme régissant les projets nouveaux	3
Section 2 - Dispositions régissant les projets concernant les biens et activités existants.....	4
CHAPITRE III - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE r2: zone d'aléa faible en secteur naturel.....	5
Section 1 - Dispositions régissant les projets nouveaux.....	5
Section 2 - Dispositions régissant les projets concernant les biens et activités existants.....	6
CHAPITRE IV - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE b: aléa faible en zone urbanisée et à urbaniser.	7
Section 1 – dispositions régissant les projets nouveaux et existants	7
CHAPITRE V - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE GRISE	8
TITRE III : MESURES FONCIERES	9
TITRE IV : MESURES DE PROTECTION DES POPULATIONS	10
CHAPITRE I - MESURES DE SAUVEGARDE ET D'INFORMATION DES POPULATIONS	10

TITRE I : PORTÉE DU PPRT – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION ET OBJET DU PPRT

Le présent règlement s'applique aux parties des territoires délimités dans le plan de zonage des communes de Sainte Barbe et Vry soumises aux risques technologiques présentés par la Société EPC France implantée à Sainte Barbe.

Il a pour objet de limiter les conséquences d'un accident susceptible de survenir dans cette installation et pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publique.

En application des articles L.515-15 à L.515-25 et R.515-39 à R.515-50 du Code de l'Environnement relatifs aux Plans de Prévention des Risques Technologiques le présent règlement fixe les dispositions relatives aux biens, à l'exercice de toute activité, à tous travaux, à toutes constructions et installations.

Le PPRT est un outil réglementaire qui participe à la prévention des risques technologiques et dont l'objectif principal est d'agir sur l'urbanisation existante et nouvelle afin de protéger, si possible, les personnes des risques technologiques résiduels (après réduction du risque à la source) et de limiter la population exposée.

Le PPRT n'a pas vocation à assurer la tenue des bâtiments face aux aléas technologiques mais uniquement à protéger les personnes qui s'y trouvent.

Le PPRT comporte 4 zones :

- **R** correspondant aux zones d'aléa très fort (TF+ ; TF) et fort (F+ ; F) ;
- **r** sous divisé en 2 zones :
 - **r 1** correspondant aux zones d'aléa moyen (M+ ; M)
 - **r 2** correspondant aux zones d'aléa faible (Fai) situées en zone naturelle ;
- **b** correspondant aux zones d'aléa faible (Fai) en secteur urbanisé.

Les constructions ou extensions situées à cheval sur plusieurs de ces zones ou partiellement incluses dans le périmètre d'exposition aux risques sont soumises aux prescriptions de la zone de l'aléa le plus fort.

CHAPITRE II - APPLICATION ET MISE EN ŒUVRE

Le PPRT approuvé vaut servitude d'utilité publique et doit être à ce titre annexé au PLU par une procédure de mise à jour dans un délai de trois mois à compter de sa notification par le Préfet (article L 126-1 du Code de l'Urbanisme).

Le PPRT comporte :

1. des règles d'urbanisme (destination, volume...) dont le respect est vérifié dans le cadre de l'instruction des autorisations d'occuper le sol ;
2. des règles particulières de construction définies dans le cadre d'études particulières réalisées par le maître d'ouvrage (article R 126-1 du Code de la Construction et de l'Habitation) dont la mise en œuvre relève de la responsabilité des constructeurs.

En application du I de l'article L 515-24 du Code de l'Environnement, les infractions aux prescriptions du présent PPRT sont punies des peines prévues à l'article L 480-4 du Code de l'Urbanisme.

Le règlement du PPRT est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre des constructions, installations, travaux ou activités sans préjudice des autres dispositions législatives ou réglementaires qui trouveraient à s'appliquer.

Les constructions, installations, travaux ou activités non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs dans le respect des dispositions du présent PPRT.

L'organisation de rassemblements, de manifestations sportives, culturelles (type technival ou cirque), commerciales ou autre (concours de labour) sur terrain nu, public ou privé, ne relève que du pouvoir de police générale du Maire ou le cas échéant selon le type de manifestations du pouvoir de police du Préfet.

Les restrictions imposées par le PPRT ne peuvent donc pas concerner une utilisation de l'espace qui se déroulerait sur un terrain nu, dépourvu de tout aménagement ou ouvrage préexistant à la date d'approbation du PPRT.

TITRE II : RÈGLES RÉGISSANT LES PROJETS

CHAPITRE I - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE R : zones d'aléa TF+, TF, F+ et F

Section 1 - Dispositions d'urbanisme régissant les projets nouveaux

Article 1 - Interdictions

Sont interdits :

- Toutes constructions ou installations à l'exception de celles mentionnées à l'article 2 de la présente section.

Article 2 - Autorisations sous conditions

Sont autorisées sous conditions :

- Les constructions ou installations de nature à réduire les effets du risque technologique, objet du présent règlement,
- Les constructions ou installations nécessaires au fonctionnement de l'installation à l'origine du risque, sous réserve que celui-ci ne soit pas aggravé.

Section 2 - Dispositions d'urbanisme régissant les projets concernant les biens et activités existants

Article 1 - Interdictions

Sont interdits :

- Tout aménagement ou toute extension de bâtiments existants, à l'exception de ceux mentionnés à l'article 2 de la présente section.

Article 2 - Autorisations sous conditions

Sont autorisés sous conditions :

- Les aménagements et extensions des bâtiments et dépôts existants nécessaires au fonctionnement de l'installation à l'origine du risque, sous réserve de ne pas augmenter le risque.

CHAPITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE r1 : zone d'aléa M et M+

Section 1 - Dispositions d'urbanisme régissant les projets nouveaux

Article 1 - Interdictions

Sont interdits :

- Toutes les constructions, installations ou infrastructures (notamment les infrastructures routières et ferroviaires) à l'exception de celles mentionnées à l'article 2 de la présente section.

Article 2 - Autorisations sous conditions

Sont autorisés sous conditions et sous réserve de respecter les dispositions constructives définies à l'article 3 :

- les constructions ou installations de nature à réduire les effets du risque technologique, objet du présent règlement,
- les constructions ou installations nécessaires au fonctionnement de l'installation à l'origine du risque, sous réserve que celui-ci ne soit pas aggravé,
- les constructions, installations ou infrastructures - autres que routières ou ferroviaires - strictement nécessaires au fonctionnement des services publics ou collectifs, sous réserve que le maître d'ouvrage démontre l'impossibilité technique ou financière de les implanter en d'autres lieux et qu'il mette en œuvre des dispositions appropriées pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces ouvrages,
- les affouillements et exhaussements ainsi que les ouvrages nécessaires au maintien ou au développement d'activités agricoles ou forestières existantes.
-

Article 3 - Dispositions constructives à respecter

Les constructions et bâtiments autorisés à l'article 2, et plus particulièrement les bâtiments à structure métallique, les surfaces vitrées et leur châssis, seront conçus et réalisés de manière à ce que la sécurité des occupants des bâtiments soit assurée face à un aléa correspondant à un effet de surpression dynamique (onde de choc) de 200 mbar.

Une étude particulière à la charge du maître d'ouvrage déterminera les modalités de conception et de réalisation du projet au regard de cet objectif. Les guides et référentiels en vigueur au moment de la réalisation du projet pourront étayer cette étude.

Une attestation, dont le modèle figure en annexe 1 du présent PPRT, signée par le maître d'œuvre, d'ouvrage ou par un expert devra être jointe au dossier de demande d'autorisation au titre de l'urbanisme.

Section 2 - Dispositions régissant les projets concernant les biens et activités existants

Article 1 - Autorisations sous conditions

Sont autorisés sous conditions et sous réserve de respecter les dispositions constructives définies à l'article 2 :

- les aménagements et extensions des bâtiments et dépôts existants nécessaires au fonctionnement de l'installation à l'origine du risque, sous réserve de ne pas augmenter le risque,
- les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions existantes à la date d'approbation du PPRT,
- la reconstruction totale ou partielle des bâtiments existants détruits par un sinistre dont l'origine est autre que le risque technologique,
- les travaux d'extension des exploitations agricoles existantes **à l'exception de la création de locaux habités ou occupés** ainsi que les travaux de mise aux normes des exploitations existantes,
- les changements de destination des bâtiments existants sans création de locaux habités, accueillant du public ou générant des activités qui induisent une augmentation de la population exposée aux risques.

Article 2 - Dispositions constructives à respecter

Les constructions et bâtiments autorisés à l'article 1, et plus particulièrement les surfaces vitrées, leur châssis, et les bâtiments à structure métallique seront conçus et réalisés de manière à ce que la sécurité des occupants des bâtiments soit assurée face à un aléa correspondant à un effet de surpression dynamique (onde de choc) de 200 mbar.

Une étude particulière à la charge du maître d'ouvrage déterminera les modalités de conception et de réalisation du projet au regard de cet objectif. Les guides et référentiels en vigueur au moment de la réalisation du projet pourront étayer cette étude.

Une attestation, dont le modèle figure en annexe 1 du présent PPRT, signée par le maître d'œuvre, d'ouvrage ou par un expert devra être jointe au dossier de demande d'autorisation au titre de l'urbanisme.

CHAPITRE III - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE r2 : zone d'aléa faible en secteur naturel

Section 1 - Dispositions régissant les projets nouveaux

Article 1 - Interdictions

Sont interdits :

- Toutes constructions ou installations à l'exception de celles mentionnées à l'article 2 de la présente section.

Article 2 - Autorisations sous conditions

Sont autorisés sous conditions et sous réserve de respecter les dispositions constructives définies à l'article 3 :

- les constructions ou installations de nature à réduire les effets du risque technologique, objet du présent règlement,
- les constructions ou installations nécessaires au fonctionnement de l'installation à l'origine du risque, sous réserve que celui-ci ne soit pas aggravé,
- les constructions, installations ou toutes infrastructures strictement nécessaires au fonctionnement des services publics ou collectifs, sous réserve que le maître d'ouvrage démontre l'impossibilité technique ou financière de les implanter en d'autres lieux et qu'il mette en œuvre des dispositions appropriées pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces ouvrages,
- les affouillements et exhaussements ainsi que les ouvrages nécessaires au maintien ou au développement d'activités agricoles ou forestières existantes,
- les travaux, constructions et installations nécessaires au maintien ou au développement des activités agricoles ou forestières existantes à la date d'approbation du PPRT.

Article 3 - Dispositions constructives à respecter

Les structures métalliques, les châssis et surfaces vitrées des constructions et bâtiments autorisés à l'article 2, seront conçus et réalisés de manière à ce que la sécurité des occupants des bâtiments soit assurée face à un aléa correspondant à un effet de surpression dynamique (onde de choc) de :

- 35 mbar avec un temps d'application supérieur à 150 millisecondes pour la zone comprise entre 20 et 35 mbar ;
- 50 mbar avec un temps d'application supérieur à 150 millisecondes pour la zone comprise entre 35 et 50 mbar ;

- 140 mbar ayant un temps d'application de 500 millisecondes pour les autres zones.

Une étude particulière à la charge du maître d'ouvrage déterminera les modalités de conception et de réalisation du projet au regard de cet objectif. Les guides et référentiels en vigueur au moment de la réalisation du projet pourront étayer cette étude.

Une attestation, dont le modèle figure en annexe 1 du présent PPRT, signée par le maître d'œuvre, d'ouvrage ou par un expert devra être jointe au dossier de demande d'autorisation au titre de l'urbanisme.

Section 2 - Dispositions régissant les projets concernant les biens et activités existants

Article 1 - Autorisations sous conditions

Sont autorisés sous conditions et sous réserve de respecter les dispositions constructives définies à l'article 2 :

- les aménagements et extensions des bâtiments et dépôts existants nécessaires au fonctionnement de l'installation à l'origine du risque, sous réserve de ne pas augmenter le risque,
- les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions existantes à la date d'approbation du PPRT,
- la reconstruction totale ou partielle des bâtiments existants détruits par un sinistre dont l'origine est autre que le risque technologique,
- les travaux d'extension des exploitations agricoles existantes ainsi que les travaux de mise aux normes des exploitations existantes, à la date d'approbation du PPRT,
- les changements de destination des bâtiments existants sans création de locaux habités, accueillant du public ou générant des activités qui induisent une augmentation de la population exposée aux risques.

Article 2 - Dispositions constructives à respecter

Les structures métalliques, les châssis et les surfaces vitrées des constructions et bâtiments autorisés à l'article 2, seront conçus et réalisés de manière à ce que la sécurité des occupants des bâtiments soit assurée face à un aléa correspondant à un effet de surpression dynamique (onde de choc) de :

- 35 mbar avec un temps d'application supérieur à 150 millisecondes pour la zone comprise entre 20 et 35 mbar ;
- 50 mbar avec un temps d'application supérieur à 150 millisecondes pour la zone comprise entre 35 et 50 mbar ;
- 140 mbar ayant un temps d'application de 500 millisecondes pour les autres zones.

Une étude particulière à la charge du maître d'ouvrage déterminera les modalités de conception et de réalisation du projet au regard de cet objectif. Les guides et référentiels en vigueur au moment de la réalisation du projet pourront étayer cette étude.

Une attestation, dont le modèle figure en annexe 1 du présent PPRT, signée par le maître d'œuvre, d'ouvrage ou par un expert devra être jointe au dossier de demande d'autorisation au titre de l'urbanisme.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE b : aléa faible en zone urbanisée et à urbaniser.

Section 1 – dispositions régissant les projets nouveaux et existants

Article 1 – Autorisations sous conditions

- Tous les travaux et constructions neufs sont autorisés à l'exception de ceux interdits en article 2 et sous réserve des dispositions énumérées en article 3.
- Les établissements recevant du public¹ de 5^{ème} catégorie (établissements accueillant un nombre de personnes inférieur au seuil dépendant du type d'établissement) limités aux types suivants :

Type d'ERP	Désignation	Seuil
M	Magasins de vente, centres commerciaux	200
N	Restaurants et débits de boissons	200
O	Hôtels et pensions de famille	100
T	Salles d'exposition	200
W	Administrations, banques, bureaux	200

- Les travaux de réhabilitation sur des projets existants, les changements de destination des bâtiments existants devront respecter les dispositions énumérées en article 3.

Article 2 - Interdictions

- La construction ou l'aménagement d'établissements recevant du public de catégorie 1, 2, 3 et 4,
- la construction ou l'aménagement de centres opérationnels concourant à l'organisation des secours et à la gestion de crise.

Article 3 - dispositions constructives à respecter

A l'exception des constructions, ouvrages, installations ou aménagements non vulnérables au regard de l'aléa tels que notamment terrasses, murs, piscines non couvertes, les travaux autorisés à l'article 1, et plus particulièrement les structures métalliques, les surfaces vitrées et leur châssis, seront conçus et réalisés de manière à ce que la sécurité des occupants des bâtiments soit assurée face à un aléa correspondant à un effet de surpression dynamique (onde de choc) de :

- 35 mbar avec un temps d'application supérieur à 150 millisecondes pour la zone comprise entre 20 et 35 mbar ;
- 50 mbar avec un temps d'application supérieur à 150 millisecondes pour la zone comprise entre 35 et 50 mbar.

Une étude particulière à la charge du maître d'ouvrage déterminera les modalités de conception et de réalisation du projet au regard de cet objectif. Les guides et référentiels en vigueur au moment de la réalisation du projet pourront étayer cette étude.

Une attestation, dont le modèle figure en annexe 1 du présent PPRT, signée par le maître d'œuvre, d'ouvrage ou par un expert devra être jointe au dossier de demande d'autorisation au titre de l'urbanisme.

¹ Tel que définit à l'article R123-2 du code de la construction et de l'habitation

Le nombre de niveaux par construction n'excèdera pas R+1 + combles aménageables.
Pour les constructions existantes l'aménagement des combles est autorisé sans création de logement supplémentaire.

CHAPITRE V - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE GRISE

L'emprise spatiale de l'établissement est distinguée et cartographiée en gris. Elle correspond à une zone spécifique d'interdiction stricte de tout nouveau bâtiment ou activité ou usage non liés aux installations. Seuls quelques aménagements liés à l'activité industrielle et n'aggravant pas les risques sont autorisés. Les bâtiments existants ne pourront être destinés à une autre activité que celle liée aux installations en dehors de l'habitation et des bureaux existants et sous réserve de la réalisation par l'exploitant des travaux de renforcements nécessaires pour la protection des personnes.

Ces principes ne sont pas motivés par l'aléa mais sont destinés à enclencher une révision du PPRT si l'exploitant venait à se séparer de tout ou partie de son terrain.

TITRE III : MESURES FONCIERES

Sans objet

TITRE IV : MESURES DE PROTECTION DES POPULATIONS

CHAPITRE I - MESURES DE SAUVEGARDE ET D'INFORMATION DES POPULATIONS

Conformément aux dispositions de la loi du 31 juillet 2003 relative notamment à la prévention des risques technologiques et naturels, tous les deux ans au moins, à compter de l'approbation du présent PPRT, les maires des communes concernées organiseront l'information des populations sur l'existence et le contenu du présent PPRT, suivant des formes qui leur paraîtront adaptées, et avec le concours, en tant que de besoin, des services de l'Etat.

Annexe 1

Attestation

**Prise en compte de l'aléa surpression pour des
projets situés dans le zonage du PPRT**

ATTESTATION

Je soussigné..... 1
En ma qualité de Maître d'ouvrage – Maître d'œuvre – expert en résistance des matériaux 2
pour le projet présenté sous le dossier n°..... 3
sur le territoire de 4
présenté par 5

ATTESTE

1. Avoir pris connaissance :

que le projet de construction se situe en zone d'aléa **faible, moyen, moyen +²** de **surpression** d'après la carte d'aléa technologique ;

du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) de la société EPC France et avoir constaté que le projet de construction se situe en zone du PPRT² :

- A. « **b** » dans la zone comprise entre 20 et 35 mbar ;
- B. « **b** » dans la zone comprise entre 35 et 50 mbar ;
- C. « **r2** » dans la zone comprise entre 20 et 35 mbar ;
- D. « **r2** » dans la zone comprise entre 35 et 50 mbar ;
- E. « **r2** » dans les autres zones ;
- F. « **r1** » toute la zone.

2. Avoir évalué par une étude **préalable** l'impact sur **le projet** d'une surpression dynamique présentant les caractéristiques suivantes :

- Cas A. ou C. : onde de choc de 35 mbar avec un temps d'application supérieur à 150 ms ;
- Cas B. ou D. : onde de choc de 50 mbar avec un temps d'application supérieur à 150 ms ;
- Cas E. : onde de choc de 140 mbar avec un temps d'application de 500 ms ;
- Cas F. : onde de choc de 200 mbar.

3. Avoir mis en œuvre des techniques appropriées de renforcement de la construction notamment des menuiseries y compris des éléments vitrés, ouvertures, charpente, couvertures et façades afin de préserver la sécurité des habitants en cas de réalisation du sinistre technologique.

Fait à ,
le
Signature :

- 1. NOM, Prénom du responsable technique du projet
- 2. Rayer les mentions inutiles
- 3. N° du dossier de permis de construire et référence cadastrale.
- 4. Nom de la commune où se situera le projet
- 5. Nom, Prénom ou raison sociale du pétitionnaire



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Communes de SAINTE BARBE et VRY

Révision du Plan de Prévention des Risques Technologiques EPC France

Recommandations

Vu pour être annexé à mon arrêté n° 2014-DLP-BUPE- 249
du **11 AOÛT 2014**

Le Préfet,
pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,




Alain CARTON.

Recommandations tendant à renforcer la protection des populations

Les zones d'aléa très fort (TF+ ; TF), fort (F+ ; F), moyen (M+ ; M) et faible (Fai) (dans sa majeure partie) sont essentiellement situées en zones naturelles (agricoles et forestières, non habitées).

Les installations agricoles peuvent être touchées par un aléa moyen (M+ ; M) et ou faible (Fai) correspondant à un effet de surpression dynamique (onde de choc) de 200 mbar ou 140 mbar avec un temps d'application de 500 millisecondes, entraînant des risques de blessures par projection d'éléments métalliques en cas de réalisation de l'aléa.

A cet effet, en application de l'article L 515-16 du livre V du Code de l'Environnement, il est recommandé de prendre les dispositions nécessaires afin de s'assurer que les bâtiments à structure métallique existants à la date d'approbation du plan et situés en zone d'aléa moyen, n'engendreront aucune blessure.

Les zones en secteur urbanisé sont touchées par un aléa faible (Fai) correspondant à un effet de surpression dynamique (onde de choc) de 35 ou 50 mbar avec un temps d'application supérieur à 150 millisecondes, qui implique notamment des risques de blessures par bris de vitre ou par projection d'éléments métalliques en cas de réalisation de l'aléa.

A cet effet, en application de l'article L 515-16 du livre V du Code de l'Environnement, il est recommandé de prendre les dispositions nécessaires afin de s'assurer que les surfaces vitrées et leurs châssis ainsi que les bâtiments à structure métallique des habitations existantes à la date d'approbation du plan et situés en zone d'aléa faible, n'engendreront aucune blessure.

Concernant les équipements et usages, afin de limiter l'exposition temporaire ou prolongée de personnes dans ces zones d'aléa, il est recommandé aux gestionnaires et personnes concernées :

- de ne pas autoriser des aires de stationnement et/ou retournement de transports collectifs dans les zones soumises aux aléas.
- de ne pas autoriser les rassemblements ou manifestation de nature à exposer le public dans les zones soumises aux aléas.
- de ne pas autoriser le stationnement de caravane ou camping-car habité dans les zones soumises aux aléas.